

<b>Zeitschrift:</b>	Domaine public
<b>Herausgeber:</b>	Domaine public
<b>Band:</b>	- (2018)
<b>Heft:</b>	2228
<b>Artikel:</b>	Crises économiques et néolibéralisme. Partie 2, La demande, cette grande oubliée : keynes n'est plus en odeur de sainteté : à tort [à suivre]
<b>Autor:</b>	Ghelfi, Jean-Pierre
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-1023335">https://doi.org/10.5169/seals-1023335</a>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Crises économiques et néolibéralisme (2 / 3): la demande, cette grande oubliée

Keynes n'est plus en odeur de sainteté. A tort

Jean-Pierre Ghelfi - 30 novembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34070>

Une question est devenue lancinante depuis de nombreux mois. On la retrouve un peu dans tous les médias, spécialisés ou non. Comment se fait-il que l'inflation ne «reparte» pas? (Voir aussi [DP 2227](#)).

La raison pour laquelle cette question est débattue découle du fait que les banques centrales (la BNS en Suisse, la Fed aux Etats-Unis, la BCE pour la zone euro) ont injecté dans le circuit économique des sommes considérables. En Suisse, plus de 700 milliards de francs ([DP 2215](#)). Avec de tels montants, les prix n'auraient-ils pas dû flamber? Rien de tel ne s'est produit, et rien non plus ne paraît pointer à l'horizon. Chez nous, [l'indice des prix](#) reste collé au plancher: à l'automne 2018, son niveau est inférieur de presque 1% à celui de 2010!

Une explication souvent avancée tient à ce qu'on pourrait appeler les mystères de la mondialisation. Cette référence, selon les sujets abordés, permet de dire tout et son contraire. On y trouve mentionnée, pêle-mêle, la concurrence qui ne permet pas aux entreprises de majorer les prix, des transferts de production dans les pays en développement où la main-d'œuvre est mal payée, les

nouvelles technologies et leur cortège de produits et services «innovants», de nouveaux modèles d'affaires qui permettent de réaliser des gains de productivité, etc.

## La baisse tendancielle de l'indice des prix

La mondialisation contribue assurément à rebattre les cartes des circuits de production, distribution et consommation. Mais cela ne date pas d'hier. Les modifications des systèmes économiques sont constantes. Etablir une corrélation entre tous ces changements et l'évolution de notre indice des prix paraît aléatoire, pour ne pas dire tiré par les cheveux. D'autant plus que le phénomène n'est pas spécifiquement helvétique. Au niveau [mondial](#), l'indice des prix est aussi tendanciellement orienté à la baisse depuis les années 80: 12,4% en 1980, 2,2% en 2017.

La cause principale de ce recul régulier de l'inflation depuis une trentaine d'années (sauf un bref épisode lié à la crise financière de 2007-2008) résulte en réalité de l'action concertée des principales banques centrales. Une série de textes publiés dans [Republik](#), en particulier celui relatif aux taux d'intérêt,

l'explique en détail.

Les banques centrales ont tiré les leçons de l'envolée des prix depuis le milieu des années 70 (période dite de surchauffe selon la terminologie helvétique). Elles ont appris à mieux contrôler l'évolution de la conjoncture par le biais des taux d'intérêt. Ces constatations ne nous disent cependant toujours pas pourquoi l'inflation continue de coller au plancher en dépit des augmentations massives d'argent auxquelles les banques centrales ont procédé depuis une dizaine d'années.

Les commentateurs, comme nous l'avons relevé, paraissent souvent décontenancés. Selon la théorie économique néolibérale, référence implicite ou explicite habituelle, l'offre détermine la demande. Si tel était le cas, l'offre de monnaie ayant fortement augmenté, la demande aurait dû suivre. Pourtant, rien de tel ne s'est produit. La croissance annuelle moyenne du [PIB helvétique](#) n'a pas dépassé 1,4% par année au cours de la présente décennie.

## Les pneus patinent

Qu'en déduire? L'intervention massive des banques centrales après la crise financière de 2007-2008 a eu pour but principal d'éviter que

l'économie entre dans une spirale déflationniste, comme ce fut le cas lors de la crise de 1930. On peut ajouter à cela la particularité suisse de lutter contre la hausse du franc. Dix ans plus tard, on peut convenir que, dans les grandes lignes, les banques centrales ont atteint leur but. Mais, démonstration par l'absurde si l'on veut, l'énorme augmentation de l'offre de monnaie n'a pas du tout entraîné une hausse parallèle de la demande.

La raison? C'est, encore une fois, Keynes qui répond: l'offre ne crée pas la demande. La relation de causalité est inverse: c'est la demande qui suscite l'offre. Dit autrement, aucun producteur n'augmentera son offre, même si les liquidités sont abondantes, tant et aussi longtemps qu'il a des raisons de penser que la demande ne suivra pas. De manière imagée, on pourrait dire que la masse monétaire (l'offre) est comme une voiture qui ne parvient pas à avancer. Ses pneus patinent dans la neige. Il serait nécessaire de disposer d'un autre véhicule (la demande) pour la tracter.

La conclusion coule de source,

même si les tenants de l'économie libérale ne veulent pas le voir ni l'admettre: dans une période de crise, l'amélioration de la conjoncture nécessite une relance de la demande. Elle ne peut résulter que d'une augmentation des dépenses publiques financée par l'emprunt. Cette mesure s'impose, car l'Etat est le seul à même de pouvoir agir de cette manière. On ne peut en effet attendre ni des entreprises ni des ménages qu'ils s'endettent pour augmenter leurs dépenses de consommation. En revanche, l'Etat peut décider qu'il encaissera moins qu'il ne dépensera. La différence entre recettes et dépenses permet aux différents agents économiques de disposer d'un surplus de revenus qui contribuera à relancer leur demande — le livre des «*Economistes atterrés*» consacré à [\*La monnaie, un enjeu politique\*](#) apporte de nombreuses précisions.

### **Une médaille pour les cancres**

Depuis 2010, la Confédération a enregistré [des excédents de recettes](#) totalisant plus de 15 milliards de francs. Ainsi, au lieu de susciter une hausse de

la demande, elle a contribué à la réduire. Elle n'a pas relancé la conjoncture, elle l'a freinée.

Une très large majorité des Chambres et du Conseil fédéral se glorifie de cette situation. C'est plutôt la médaille du cancre le plus méritant qui devrait leur être attribuée.

Des personnes qui ne partagent pas cette analyse pourraient être tentées de se référer aux Etats-Unis. La Fed a elle aussi massivement augmenté la monnaie en circulation. Les Etats-Unis ont en revanche enregistré [des comptes systématiquement déficitaires](#) depuis 2000, de l'ordre de 5% du PIB en moyenne chaque année — sans compter les effets des baisses d'impôts récemment votées par le Congrès. La très bonne santé actuelle de l'économie américaine ne doit donc rien au hasard. Ironie de l'histoire, avec deux présidents républicains et un démocrate durant la période considérée, ce pays pratique consciencieusement une politique budgétaire que Keynes aurait approuvée même si son nom n'y est pas vraiment en odeur de sainteté...

(A suivre)